Agentes et Agents de la Fonction publique : toutes les raisons de manifester le 1er mai

Le 1er mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, intervient cette année dans un contexte de plus en plus marqué par des guerres terriblement meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international, qui ne peut se faire aux conditions de l'agresseur.

En France, Emmanuel Macron et son gouvernement accentuent les politiques d'austérité. Alors que les entreprises bénéficient de milliards d'euros d'aides publiques sans contreparties, que leurs actionnaires se servent chaque année des dividendes records le pouvoir exécutif multiplie les milliards « d'économies budgétaires ».

Outre la poursuite de la casse de nos systèmes de sécurité et de protection sociales, c'est l'ensemble des services publics qui est visé.

À l’évidence, le pouvoir en place attaque l’ensemble du monde du travail qu’il s’agisse des personnes privées d’emploi ou des salarié·es.·

Les missions et les moyens des trois versants de la Fonction publique et les situations faites aux agentes et les agents sont au premier rang de ces attaques inacceptables.

Alors que de nombreux services sont déjà réduits à l’os, que la qualité du service public et les conditions de travail des agent·es ne cessent de se dégrader, ce ne sont pas moins de 20 milliards d’euros de coupes budgétaires qui vont être effectuées sur 2024. 2025 s’annonce au moins aussi redoutable.

Alors que les personnels subissent une nouvelle et importante baisse de pouvoir d’achat sur 2022 et 2023 (5 % d’augmentation générale pour 10 % d’inflation), Stanislas Guérini confirme qu’il n’entend procéder à **aucune mesure salariale générale dont notamment aucune revalorisation de la valeur du point d’indice**. Pour nos organisations, **l’année 2024 ne saurait être une année blanche en matière de revalorisation salariale !**

Alors qu’aucune organisation syndicale n’en est demandeuse, le projet de loi Fonction publique porté par Stanislas Guérini promeut un prétendu mérite et aggrave les conditions de développement du clientélisme et de l’arbitraire dans les déroulements de carrières et les rémunérations individualisés, vise à faciliter le licenciement, tout cela dans un calendrier relevant d’un passage en force… pour rogner encore les garanties protectrices des personnels et de l’intérêt général.

Opposées à ces politiques nocives, nos organisations syndicales portent et affirment que des mesures alternatives sont indispensables, possibles et finançables.Face au refus réitéré du pouvoir exécutif d’apporter des réponses à nos revendications, l’heure est à la poursuite de la mobilisation.

C’est pourquoi, nous appelons les agentes et les agents de la Fonction publique à participer massivement aux manifestations du 1er mai.

Nouvelle étape du processus de mobilisation après celles des 8, 19 et 26 mars derniers, salarié·es du public· et du privé, étudiant·es et lycéen·nes, retraité·es, privé·es d’emploi, soyons toutes et tous dans les rues le mercredi 1er mai !

View Fullscreen